

Les soins gratuits pour les requérants remis en cause

Politique migratoire

Un texte a été déposé à Berne pour lutter contre le «tourisme médical» de demandeurs d'asile qui viendraient se faire soigner tout en sachant que leur dossier sera rejeté.

Faut-il limiter l'accès aux soins pris en charge à certains requérants d'asile? La question se pose alors que la conseillère nationale vaudoise Jacqueline de Quattro (PLR) entend s'attaquer à une sorte de «tourisme médical». D'après des élus de droite, des requérants déposeraient des demandes d'asile tout en sachant qu'elles seraient rejetées, conscients qu'ils bénéficieraient de soins gratuits entre-temps. «Venir en Suisse pour se faire soigner gratuitement alors qu'on sait ne pas avoir droit à l'asile constitue clairement un abus», affirme l'élue, qui a déposé une motion.

Première interpellation liquidée

À l'origine de son texte, des cas recensés de certains Géorgiens venus en Suisse pour recevoir des soins, «extrêmement onéreux», selon Jacqueline de Quattro. Une interpellation au Conseil fédéral avait d'ailleurs été déposée à ce sujet par le conseiller national PLR Peter Schilliger (LU) dans le courant du mois de septembre. «Les cas de ces Géorgiens ont été médiatisés, surtout en Suisse allemande. Mais ils ne sont pas les seuls», rapporte Jacqueline de Quattro. Provisoirement liquidée, cette interpellation PLR a été remise sur la table dans le cadre de cette motion. «J'ai connaissance d'une personne, pour laquelle le Secrétariat d'État aux migrations (SEM) avait déboursé 1 million de francs en frais de santé et qui est ensuite rentrée chez elle. Si on n'admet pas qu'il y a des abus, on ne peut pas y remédier.»

Jacqueline de Quattro affirme vouloir mettre l'accent sur les migrants qu'elle estime «légaux», c'est-à-dire ceux qui devraient voir leur demande aboutir. «Je me fais du souci pour l'acceptation par la population des requérants d'asile qui ont vécu dans leurs pays des persécutions ou fuient un pays en guerre. Ils ont droit à notre protection, conformément à notre tradition humanitaire, dont nous sommes fiers.»

Pour faire valoir cette tradition, «il faut que les aides parviennent aux personnes qui y ont droit», considère Jacqueline de Quattro. «Les abus doivent être combattus pour que le système puisse perdurer et que la population continue à l'accepter. On risque, avec ces abus, de mettre tout le monde dans le même panier et d'éroder la

confiance de la population», poursuit-elle. Selon la Vaudoise, «le Conseil fédéral doit prendre des mesures dissuasives pour endiguer ce tourisme médical de certains migrants illégaux, en limitant le remboursement de leurs soins médicaux aux soins d'urgence».

«Une pente glissante» pour la gauche

La demande ne convainc pas la gauche, voire l'inquiète. Pour Delphine Klopfenstein Broggnini, conseillère nationale (Les Verts/GE), «le PLR est sur une pente glissante en instrumentalisant des cas spécifiques. La motion donne l'impression que ces personnes en général font du tourisme médical. Or, je rappelle que la plupart d'entre elles fuient leurs pays en guerre et ont besoin de protection.»

«Le PLR instrumentalise des cas spécifiques. La motion donne l'impression que ces personnes en général font du tourisme médical.»

Delphine Klopfenstein Broggnini Conseillère nationale (Les Verts/GE)

Pour l'élue genevoise, la notion de «migrant illégal» de Jacqueline de Quattro est problématique. «De quoi parle-t-on exactement? En Suisse, le droit en vigueur, ainsi que des conventions internationales permettent à chaque personne étrangère de demander l'asile.» Elle ajoute que les requérants bénéficient de droits liés à la procédure de traitement de leur dossier. Ils ne sont donc pas illégaux tant que le processus est en cours.

«Il faudrait assurer un accès à la santé qui soit entier, au lieu de traquer les cas spécifiques d'abus», résume l'élue Verte qui souhaite inviter le parlement à se demander si les soins sont appropriés. «Si on se préoccupe de la question de la santé en lien avec l'asile, alors renforçons plutôt les cellules de santé dans les centres et formons davantage le personnel.»

La Genevoise rappelle que, lors de la dernière révision de la loi sur l'asile, on a parlé de la réorganisation des centres fédéraux d'asile et de l'importance d'avoir un personnel bien formé: «Les demandeurs d'asile ont souvent besoin de soins spécifiques, notamment en lien avec des traumatismes. Je pense en particulier aux femmes et aux filles qui ont été victimes de violences sexuelles ou sexistes.»

Nina Devaux

Après la mort de Nasrallah

Israël est tenté de pousser son avantage au Liban

Pour Netanyahu, tous les voyants sont au vert pour lancer une offensive terrestre sur le Pays du Cèdre. Des commandos israéliens auraient déjà passé la frontière.

Théophile Simon

La décision de lancer une invasion terrestre du Liban n'a pas encore été formellement prise par Benjamin Netanyahu, mais les signaux avant-coureurs sont nombreux. Selon le «Wall Street Journal», des commandos israéliens multiplient déjà les incursions ciblées au sud du Liban, afin de préparer le terrain. De l'autre côté de la frontière, côté israélien, Tsahal laisse à voir des dizaines de chars de combat en pleins préparatifs au milieu des champs, rappelant les scènes qui avaient précédé l'invasion de Gaza, il y a près d'un an.

Du point de vue israélien, tous les ingrédients semblent en effet réunis pour une offensive terrestre au Liban. L'avantage militaire de Tsahal sur le Hezbollah, d'abord, s'est considérablement accru ces derniers jours. Depuis l'assassinat de son chef, Hassan Nasrallah, vendredi dernier, l'organisation terroriste libanaise est aux abois. Elle n'a tiré au cours du week-end qu'une poignée de missiles sur Israël, pour la plupart interceptés.

Le Hezbollah a un genou à terre

«Le Hezbollah vient de prendre un coup très sévère sur le coin de la figure: sa chaîne de commandement a été décimée, son stock de missiles de courte et moyenne portée est très entamé. Il va lui falloir beaucoup de temps pour se remettre», avance Meir Elran, analyste à l'Institut pour les études de sécurité nationale (INSS), un centre de réflexion proche de l'armée israélienne.

À la tentation de profiter des vulnérabilités du Hezbollah s'ajoute la pression politique exercée par les 60'000 Israéliens ayant fui le nord du pays. Les élus des villes frontalières poussent pour la création d'une zone tampon côté libanais. Pour beaucoup d'habitants du nord, en effet, l'élimination des leaders du Hezbollah ne



Un char israélien est transporté vers une position dans la région de la Haute Galilée, dans le nord d'Israël, près de la frontière avec le Liban, dimanche. AFP/MENAHEM KHANA

«Des raids limités au Sud-Liban ne provoqueraient probablement pas de levée de boucliers à Téhéran, trop occupé à sa propre protection.»

Meir Elran

Analyste à l'Institut pour les études de sécurité nationale (INSS)

fera pas disparaître l'infrastructure construite par la milice chiite depuis près de vingt ans dans les collines du Sud-Liban: tunnels, postes d'observation, stocks d'armes ou encore postes avancés de l'unité d'élite du Hezbollah.

Même décapité, le Hezbollah conserve par ailleurs un immense arsenal de missiles. Les ogives les plus lourdes et les plus précises n'ont jusque-là pas été utilisées. «Le Hezbollah a encore la capacité de menacer les villes du centre d'Israël, notamment Tel-Aviv. C'est son dernier atout. Mais, pour l'utiliser, il lui faudrait une décision forte de son commandement, ce dont la milice semble ne plus disposer», explique Meir Elran.

Fenêtre diplomatique

La situation diplomatique offre par ailleurs une fenêtre d'opportunité

à Israël. L'Iran, principal sponsor du Hezbollah, n'a réagi que du bout des lèvres à l'assassinat de Hassan Nasrallah. Quant au dictateur syrien Bachar el-Assad, autre grand allié de Téhéran, il s'est fendu dimanche d'un communiqué au goût de service minimum.

«Les Iraniens sont sidérés par l'assassinat de Nasrallah. Ils ne pensaient pas que Tsahal oserait une telle action et peinent désormais à distinguer les limites des Israéliens, devenus imprévisibles et donc beaucoup plus menaçants», estime Pierre Razoux, directeur académique de la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques (FMES). «À Téhéran, l'heure est à la mise sous protection des dignitaires et du programme nucléaire. Le Hezbollah n'est plus une priorité.»

Les États-Unis semblent par ailleurs impuissants à réfréner les ardeurs guerrières d'Israël. Le cessez-le-feu proposé par Washington et Paris jeudi dernier a été ignoré par Benjamin Netanyahu. La Maison-Blanche, qui n'aurait même pas été prévenue de l'élimination de Nasrallah, confesse qu'un cessez-le-feu à Gaza semble hors d'atteinte. L'administration Biden continue cependant à livrer des armes à Tsahal: une nouvelle aide militaire américaine de 8,7 milliards de dollars a été annoncée jeudi dernier.

«Modifier l'équilibre des pouvoirs»

Persuadés de l'imminence d'une invasion du Liban, les médias israéliens ébauchent déjà les

contours d'un nouveau Proche-Orient, libéré de l'influence de l'Iran, du Hezbollah et du Hamas. Benjamin Netanyahu a déclaré samedi vouloir «modifier l'équilibre des pouvoirs dans la région». Le chef de guerre israélien perçoit l'occasion de s'extraire de l'ornière politique dans laquelle le 7 octobre l'a plongé. Sa cote de popularité reprend des couleurs et les succès militaires de Tsahal au Liban devraient accélérer la tendance.

Ne reste plus qu'à choisir le format d'une incursion terrestre. L'armée israélienne pourrait viser une invasion de grande ampleur afin de repousser le Hezbollah au nord du fleuve Litani, comme le prévoyait la résolution 1701 de l'ONU votée pour clore la deuxième guerre du Liban, en 2006. Elle pourrait aussi se limiter à des raids plus ponctuels et plus ciblés pour neutraliser les positions du Hezbollah jouxtant la frontière.

«Des raids limités au Sud-Liban ne provoqueraient probablement pas de levée de boucliers à Téhéran, trop occupé à sa propre protection», juge Pierre Razoux. «Une invasion jusqu'au fleuve Litani est beaucoup plus périlleuse: c'est une chose facile à court terme, mais qui risque de se transformer en bourbier au fil des mois. Israël en a fait l'expérience entre 1982 et 2000. Cela risquerait enfin de régénérer un Hezbollah «nouvelle génération» qui pourrait, comme à ses débuts, fédérer la population libanaise autour de lui.» La fin du suspense est pour bientôt.

Bactéries



Coop rappelle des pousses d'épinards et des jeunes pousses de salade. Ces deux produits, dont la date de péremption se trouve entre le 28 septembre et le 2 octobre, pourraient contenir des bactéries «Escherichia coli» et représentent donc un risque pour la santé. Les clients peuvent rapporter les produits déjà achetés à n'importe quel point de vente et seront remboursés. CMO

UNRWA

Lazzarini estime la décision suisse «incompréhensible»

Le chef de l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (UNRWA), Philippe Lazzarini, «peine à s'y retrouver» comme «citoyen suisse». Lundi, le Neuchâtelois a estimé «incompréhensible» l'attitude suisse face à son entité. Vendredi, le Conseil fédéral a annoncé qu'il ne verserait pas cette année 10 millions de francs supplémentaires à l'agence. Il justifie cette décision par la diminution de 10 millions du crédit humanitaire décidée par les Chambres fédérales pour 2024. «Cette décision va à contre-courant» de la communauté internationale, estime Lazzarini. **ATS**

Fête nationale: Xi Jinping appelle à la «réunification»

Chine

À la veille de la célébration des 75 ans de la République populaire, le président a réitéré lundi son appel à une «réunification» avec Taïwan.

Devant des milliers de personnes réunies à Pékin pour un banquet en l'honneur de la fête nationale du 1^{er} octobre, le président chinois Xi Jinping a appelé dans son discours à s'opposer aux «activités séparatistes» des partisans de l'indépendance taïwanaise.

«Parvenir à la réunification complète de la patrie est l'aspi-

ration commune du peuple chinois. Personne ne pourra arrêter la marche de l'histoire», a-t-il souligné.

«Taïwan est un territoire sacré pour la Chine.»

Xi Jinping Président chinois

La République populaire de Chine a été fondée le 1^{er} octobre 1949 par le dirigeant chinois de l'époque, Mao Tsé-Toung, suite à la victoire de l'armée communiste après deux décennies de

guerre civile. Celle-ci les opposait aux forces rivales de la «République de Chine», qui se sont réfugiées avec de nombreux civils à Taïwan, une des seules parties du territoire national alors non conquises par les communistes.

«Taïwan est un territoire sacré pour la Chine. Les gens de chaque côté du détroit de Taïwan ont des liens de sang et ces liens familiaux seront toujours plus forts que les autres», a souligné Xi Jinping.

Relations exécrables

Il a appelé les autorités taïwanaises actuelles, qui s'y refusent, à reconnaître le «consensus de 1992» - un accord tacite

entre Pékin et de précédents gouvernements de l'île, selon lequel il n'y a dans le monde qu'une seule Chine».

Les relations Pékin-Taïpei sont exécrables depuis 2016 et l'arrivée à la présidence de Taïwan de Tsai Ing-wen, puis de son successeur Lai Ching-te en mai 2024, tous les deux partisans de liens plus distendus avec la Chine continentale.

Pékin dit régulièrement privilégier une réunification pacifique avec l'île, gouvernée par un système démocratique. Mais il n'a jamais renoncé à employer la force militaire et envoie presque quotidiennement navires de guerre et avions de chasse patrouiller autour de Taïwan. **AFP**